

Réplique à la directrice générale de Greenpeace Canada

Par Jacques Asselin, maire de La Doré

J'ai suis encore stupéfait de la communication de Greenpeace Canada que sa directrice générale a reprise dans un autre texte - « L'alarme est sonnée, passons aux solutions » - paru récemment dans *La Presse*. À la lumière du changement de ton de M^{me} Kerr, je me suis demandé :

- si elle avait écouté les voix des gens des régions et de la forêt boréale;
- si elle s'était rendu compte que son porte-parole a perdu beaucoup de crédibilité auprès des gens et dans les communautés forestières du Nord;
- si Greenpeace avait entendu la voix des maires, des chefs des Premières Nations, des dirigeants syndicaux, des élus gouvernementaux et municipaux, et, surtout, celle des citoyens qui appuient leurs compagnies forestières;
- elle et son organisation avaient saisi que la majorité silencieuse condamne maintenant les stratégies de désinformation continue de Greenpeace.

Hé non! M^{me} Kerr s'obstine à répéter les mêmes tromperies, à faire les mêmes omissions volontaires, et donc à nier les réalités et les constats d'observateurs rigoureux et impartiaux quant à l'aménagement durable de la forêt boréale.

À ses yeux, la *Great Bear Rainforest* (Colombie-Britannique) est un « modèle global de coopération et de collaboration » alors que, dans les faits, il s'agit d'une armistice après 17 ans de pressions des activistes environnementaux. Résultats? 85 % des superficies en friche sacrifiées pour de bon et seulement 15 % de la ressource forestière disponible aux fins de son aménagement durable et de sa valorisation.

Or, cette approche constitue un risque grave pour la plupart des régions boréales au Canada, que ce soit en emplois perdus ou en appauvrissement collectif de centaines de milliers de personnes. Mettre en œuvre de pareilles stratégies au nom d'idéaux qui sont désormais en contradiction avec les impératifs du développement durable et de la lutte aux changements climatiques, c'est détruire progressivement un des plus puissants moteurs de l'économie canadienne et décimer des centaines de communautés.

Pourtant, la forêt boréale canadienne compte parmi les forêts les mieux gérées au monde. Les objectifs fixés sont régulièrement atteints à 100 %, tout comme l'obligation légale de régénération d'ailleurs, et ce, sans aucune déforestation permanente.

Pourquoi faire fi qu'au Québec et en Ontario, plus de la moitié de la forêt boréale est soustraite à l'aménagement et à la récolte au-delà de la limite nordique, et donc inaccessible à l'industrie? Pourquoi ignorer les zones plus au Sud qui sont conservées ou protégées par des mesures réglementaires rigoureuses?

M^{me} Kerr veut maintenant modifier les limites des aires protégées, dont celles des montagnes Blanches. Or, les vraies sont situées au nord de la limite nordique et donc totalement soustraites aux activités forestières. Cette tentative de fixer unilatéralement de nouvelles limites pour élargir l'aire des montagnes Blanches a d'ailleurs été dénoncée par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec, M. Laurent Lessard.

Quoi penser de l'honnêteté intellectuelle de M^{me} Kerr quand elle affirme que 50 % des paysages forestiers intacts sont dégradés, alors qu'elle inclut des événements naturels comme les feux de forêt? La foresterie durable dans nos régions, c'est 100 % de régénération et elle aide à prévenir les incendies de forêt, à les contrôler. Ce n'est donc pas une cause de la détérioration de certains paysages.

L'appui de M^{me} Kerr à la certification FSC est d'autant plus amusant qu'elle réfère à la *Great Bear Rainforest* sans mentionner que celle-ci a perdu sa certification il y a un an et qu'elle a opté depuis pour la certification concurrente de la SFI.

Quant à ses propos sur les Premières Nations, ils ne tiennent pas la route quand on sait que Greenpeace a manifesté et volontairement ignoré leurs préoccupations, tout comme celles des communautés, des travailleurs et des familles d'ailleurs des régions du Nord d'ailleurs.